

L'amende est appliquée autant de fois qu'il y a d'étrangers concernés.

L. 8256-3

LOI n°2015-990 du 6 août 2015 - art. 282

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les personnes physiques coupables des infractions prévues à l'article **L. 8256-2** encourent les peines complémentaires suivantes :

1° L'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, d'exercer directement ou par personne interposée l'activité professionnelle dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise, selon les modalités prévues par *l'article 131-27 du code pénal* ;

2° L'exclusion des marchés publics pour une durée de cinq ans au plus ;

3° La peine de confiscation dans les conditions et selon les modalités prévues à *l'article 131-21 du code pénal* ;

4° L'affichage ou la diffusion de la décision prononcée, dans les conditions prévues à *l'article 131-35 du code pénal*. Lorsqu'une amende est prononcée, la juridiction peut ordonner que cette diffusion soit opérée, pour une durée maximale de deux ans, par les services du ministre chargé du travail sur un site internet dédié, dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés ;

5° L'interdiction, suivant les modalités prévues par *l'article 131-26 du code pénal*, des droits civiques, civils et de la famille ;

6° L'interdiction de séjour pour une durée de cinq ans au plus.

L. 8256-4

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les personnes physiques coupables des infractions prévues à l'article **L. 8256-2** encourent la peine complémentaire de fermeture des locaux ou établissements tenus ou exploités par elles et ayant servi à commettre les faits incriminés.

L. 8256-5

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les personnes physiques condamnées au titre de l'infraction prévue au deuxième alinéa de l'article **L. 8256-2** encourent la peine complémentaire de confiscation de tout ou partie de leurs biens, quelle qu'en soit la nature.

L. 8256-6

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'interdiction du territoire français peut être prononcée, dans les conditions prévues par les *articles 131-30 à 131-30-2 du code pénal*, pour une durée de dix ans au plus ou à titre définitif à l'encontre de tout étranger coupable des infractions définies à l'article **L. 8256-2**.

L. 8256-7

LOI n°2014-790 du 10 juillet 2014 - art. 12

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les personnes morales reconnues pénalement responsables, dans les conditions prévues par *l'article 121-2 du code pénal*, des infractions prévues au présent chapitre, à l'exception de l'article **L. 8256-1**, encourent :

1° L'amende, dans les conditions prévues à *l'article 131-38 du code pénal* ;

2° Les peines mentionnées aux 1° à 5°, 8°, 9° et 12° de *l'article 131-39 du même code*.

L'interdiction mentionnée au 2° de l'article 131-39 porte sur l'activité dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise.

Lorsqu'une amende est prononcée, la juridiction peut ordonner que la diffusion prévue au 9° du même article 131-39 soit opérée, pour une durée maximale de deux ans, par les services du ministre chargé du travail sur un